

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Inclusion financière : soutenir les efforts réalisés dans le numérique

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

La numérisation des services financiers fait partie des solutions pouvant permettre d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Conscients de cela, l'Union européenne, l'ACP et le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) ont décidé d'appuyer les pays en pleine révolution digitale pour que ces derniers servent de référence. Au Gabon, entre 60 000 et 100 000 personnes devraient être touchées par le

projet d'inclusion financière mis en œuvre par les trois institutions internationales.

Lancé hier au siège du ministère de l'Économie à Libreville, le programme " Tirer parti de la finance numérique pour accroître la résilience des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique " cible les femmes, les jeunes et les groupes qui n'ont pas accès au service financier qu'est l'épargne. Il mettra ainsi en œuvre des solutions digitales pour l'éducation financière. " Le Gabon est le seul pays qui a été choisi dans la région. C'est un pays qui peut servir d'exemple en Afrique



Les officiels durant le lancement du programme.

Maraîchage : l'appui de l'ANPI-Gabon et Cofina-Gabon au Village Graine de Bolokoboué

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

Les directeurs généraux de l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI-Gabon) et de Cofina-Gabon étaient, vendredi 25 juin dernier, à la ferme agricole dite " Village Graine de Bolokoboué ", sise à Akanda. L'objectif de la descente des managers au sein de cette niche des métiers de l'agriculture mise en place par l'ONG Initiatives développement recherche conseil (IDRC-Africa) avec l'appui du ministère de l'Agriculture, l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad) et Indigena Food, était de s'imprégner des avantages que renferme cet espace agricole dans la stratégie de substitution des importations comprises dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT) pour la période 2021-2023. Selon les explications de l'organisme dirigé par Ghislain Moandza Mboma : " L'ANPI-Gabon et Cofina-Gabon ont dressé un état des lieux des forces et des éventuelles opportunités

pour apporter un appui financier à cette coopérative agricole gabonaise. L'appui collaboratif facilitera l'opérationnalisation des actions concrètes pour l'aspiration de notre pays à l'atteinte de sa souveraineté alimentaire. "C'est d'ailleurs pour booster cette collaboration et atteindre l'objectif des autorités gouvernementales, que les promoteurs d'IDRC-Africa et le patron de l'ANPI-Gabon ont échangé, en février dernier. Rencontre à la faveur de laquelle l'organisation de Ghislain Moandza Mboma a pris l'engagement de formaliser les activités des coopératives agricoles par le truchement de son guichet unique. Toute chose qui permettrait d'offrir aux agriculteurs l'opportunité d'accéder aux agréments. Tout en intéressant les investisseurs à placer leurs capitaux, nécessaires dans la perspective d'une éclosion de la branche. Aussi, la descente de Ghislain Moandza Mboma et Yvan N'na Mboma sur le site constitue-t-elle un moment capital de la stratégie destinée à favoriser l'essor de la structure spécialisée dans la culture de végétaux à usage alimentaire.

centrale. Le gouvernement a déjà fait beaucoup de choses sur le numérique. On soutient les bonnes pratiques qui sont déjà fondées dans le pays ", a indiqué Ata Cissé, spécialiste

de l'UNCDF. C'est grâce à sa politique de développement des infrastructures numériques et du dynamisme croissant du secteur digital que le Gabon a été choisi pour bénéficier de ce programme.

Une façon de renforcer et d'encourager les efforts réalisés par le gouvernement dans la digitalisation des services de ses administrations publiques et privées.

ITIE : affiner le dossier de candidature du Gabon

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

SOUUCIEUX de réintégrer l'instance internationale après son retrait en 2013, le groupe multipartite de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) Gabon a tenu du 23 au 25 juin dernier dans un hôtel de Libreville, sa 3e session ordinaire. En effet, lors de ces travaux qui visent à valider les éléments de structuration en vue de s'arrimer aux exigences 1.1 à 1.5 d'Oslo dans le cadre du dépôt de la candidature anticipée du Gabon, la présidente du groupe, Léontine Tania Oyouomi Loumbou Bibey, a indiqué que "ces travaux vont nous permettre de définir notre feuille de route. Il sera question pour chaque collège de jouer sa partition, de confirmer la participation pleine et effective qui est attendue de la part d'Oslo et de contribuer de manière signi-



Les membres du Groupe multipartite de l'ITIE durant la session ordinaire.

ficative à la finalisation du plan de travail et tous les éléments qui seront insérés dans le dossier de candidature afin de permettre au Gabon de retourner vers l'ITIE". Du côté de la société civile, ces trois jours devaient constituer une nouvelle opportunité pour les différents collèges de peaufiner leurs stratégies. "Nous travaillons ensemble avec la

même énergie et la même détermination. Notre rôle en tant que société civile est de continuer à alerter les populations sur l'appropriation de ces mécanismes. Après cette étape, nous entrerons dans le fond du processus qui va permettre un certain nombre d'exigences et d'activités", a souligné Guy René Mombo Lembomba.